

RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

Lycéen·nes/étudiant·es, Petite enfance, TotalEnergies : Les luttes se multiplient, le rapport de force se construit !

Ce jeudi 8 octobre a vu se poursuivre la mobilisation des lycéen·nes et étudiant·es avec une montée en puissance dans les universités, impactées à 90%, 2000 lycées concernés par la mobilisation et plus de 130 000 manifestant·es recensés à 17h dans plus de 150 manifestations et rassemblements sur l'ensemble du territoire.

Des sites universitaires inhabituellement mobilisés l'étaient aujourd'hui, à l'image d'Assas et de l'Institut catholique de Paris, démontrant les capacités d'élargissement du mouvement.

Deux nouvelles mobilisations viennent illustrer la détermination des salarié·es à ne plus subir la dégradation de leurs conditions de travail, le recul de leur pouvoir d'achat et les politiques d'austérité. Dans la petite enfance comme chez TotalEnergies, les travailleuses et les travailleurs se mobilisent, avec leurs revendications propres et une même exigence : vivre dignement de leur travail et obtenir une autre répartition des richesses !

Petite enfance : 2.000 manifestant·es à Paris, une mobilisation dans toute la France !

À Paris, près de 2.000 professionnelles de la petite enfance se sont mobilisées aujourd'hui pour exiger des moyens, des effectifs, des salaires et une véritable reconnaissance de leurs qualifications.

À l'appel de la CGT et du collectif « Pas de bébés à la consigne », cette journée nationale de mobilisation s'est déclinée dans près de 30 villes, avec des initiatives à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Toulouse, Nantes, Rennes, Brest, Montpellier, Dijon, Nice ou encore Saint-Étienne...

Partout, le même constat : les métiers de la petite enfance, très majoritairement exercés par des femmes, souffrent de salaires insuffisants, de sous-effectifs chroniques, d'une pénibilité non reconnue et de conditions de travail dégradées.

La CGT refuse que l'accueil des jeunes enfants soit sacrifié sur l'autel des économies budgétaires et de la rentabilité. Accueillir dignement les enfants, respecter leurs besoins et garantir de bonnes conditions de travail aux professionnelles sont des exigences indissociables. La petite enfance n'est pas une dépense à réduire, c'est un investissement indispensable pour toute la société ! Les professionnelles de la petite enfance exigent des recrutements massifs, des revalorisations salariales, une amélioration immédiate de leurs conditions de travail et un service public de la petite enfance à la hauteur des besoins.

TotalEnergies : les salarié-es réclament leur part des richesses qu'ils créent !

Dans le même temps, les salarié-es du groupe TotalEnergies sont en grève sur l'ensemble des sites, des raffineries aux dépôts, des sites industriels aux stations-service et aux filiales du groupe. Alors qu'ils et elles subissent l'inflation, des salaires qui stagnent et des effectifs insuffisants, TotalEnergies continue de privilégier la rémunération de ses actionnaires, avec une augmentation de 5,9 % du dividende annoncée pour 2026 ! Les salarié-es qui produisent les richesses refusent d'être les oubliés de leur répartition ! Les revendications portent sur des augmentations générales de salaires, des embauches, des investissements industriels et des conditions de travail garantissant leur santé et leur sécurité. À la raffinerie de Donges, 60 % des salarié-es étaient en grève. Les expéditions de carburants ont été stoppées ou sont en cours d'arrêt à Donges, en Normandie et à La Mède. 27 stations-service Argedis ont fermé leurs portes.

Les bébés d'aujourd'hui sont les lycéen-nes de demain, et les travailleur-ses d'après-demain

Ces deux mobilisations interviennent dans un climat social marqué par l'essor des luttes lycéennes et étudiantes. De la petite enfance à l'éducation, des raffineries aux entreprises de tous les secteurs, les revendications se rejoignent : des salaires qui permettent de vivre, des emplois stables, des services publics renforcés et une autre utilisation des richesses produites par le travail.

Un nouveau temps fort de mobilisation lycéenne et étudiante est programmé le 13 octobre. La CGT sera de nouveau présente dans la lutte aux côtés des jeunes.

Après les actions du 14 octobre contre le gel des pensions de retraite, la journée interprofessionnelle unitaire de grève et de manifestations du 5 novembre à l'appel de six organisations syndicales (CGT, CFDT, FO, Solidaire, FSU, UNSA) donnera une nouvelle ampleur à cette dynamique, pour les salaires, l'emploi, les services publics, contre les politiques d'austérité et pour l'industrie !

Montreuil, le 8 octobre 2026